



adie

Les comptes de l'Adie 2024

Mot du trésorier

Rapport de gestion

Rapport du commissaire aux comptes

Rapport spécial du commissaire aux comptes

Bilan et compte de résultat

Annexe comptable



Cofinancé par
l'Union européenne



bpi france

CRÉATION

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
MOT DU TRESORIER	3
RAPPORT DE GESTION	4
1. Activité 2024	4
2. Le compte de résultat	6
2.1 Les charges d'exploitation	8
2.2 Les ressources	9
3. Le bilan	12
3.1 L'actif	12
3.2 Le passif	12
4. Le financement des encours de microcrédits	13
5. Perspectives 2025	13
6. Affectation du résultat et évolution des réserves	15
6.1 Reclassement du Fonds de Contribution de Solidarité	15
6.2 La réserve « réglementaire »	16
6.3 La réserve « prudentielle »	16
6.4 La réserve « plan stratégique »	16
6.5 Réserve « offre quasi-fonds propres »	16
6.6 La réserve libre	16
6.7 Tableau des réserves	17
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	18
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	23
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	25
ANNEXE	30
Présentation des missions de l'Adie : objet social, activités, missions sociales, moyens mis en œuvre	30
1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables	31
1.1 Conventions générales comptables appliquées	31
1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application	31
1.3 Faits significatifs de l'exercice	33
2. Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan	33
2.1 Les immobilisations et les amortissements	33

2.2	Les immobilisations financières	37
2.3	Les créances	39
3.	Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan	40
3.1	Les fonds propres	40
3.2	Les provisions pour risques et charges	43
3.3	Les dettes financières	43
3.4	Les dettes d'exploitation	44
4.	Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat	47
4.1	Le résultat d'exploitation	47
4.2	Le résultat financier	49
4.3	Le résultat exceptionnel	50
4.4	Synthèse des provisions	51
4.5	Le commissaire aux comptes	52
4.6	Les salariés et les dirigeants de l'Adie	52
5.	Les engagements hors bilan	53
5.1	Engagements de départ en retraite	53
5.2	La sectorisation concernant les activités de microfranchise solidaire, les activités internationales et diverses prestations	53
5.3	Les garanties sur les prêts	54
5.4	Garantie donnée sur les emprunts	55
5.5	Emprunts signés restant à débloquer	55
6.	Avantages et ressources provenant de l'étranger	56
7.	Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public	56
7.1	Les emplois	57
7.2	Les ressources	58
7.3	Les contributions volontaires	58
7.4	Le mécénat de compétence	59
TABLEAUX DE SYNTHÈSE		63
1	Situation de l'actif réalisable et disponible	63
2.	Tableau de financement, première partie : haut de bilan	64
3.	Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan	65
4.	Plan de financement prévisionnel	66

MOT DU TRESORIER

En 2024, l'association a fêté 35 ans d'actions, de plaidoyer, au service de celles et ceux dont le projet n'a pas accès au crédit bancaire. Depuis sa création, l'Adie a beaucoup évolué, sur le plan humain d'abord, démultipliant son impact année après année, grâce à des équipes de salariés et de bénévoles très engagés, qui sont aujourd'hui plus de 2000. Le modèle économique de l'Adie s'est également transformé, l'autofinancement devenant un véritable levier de développement et un accélérateur d'impact social. Ainsi, ces 10 dernières années, la part du financement de l'Adie provenant de la marge a presque doublé, permettant dans le même temps un doublement des effectifs salariés, lesquels ont œuvré au doublement du nombre de personnes financées et accompagnées par l'Adie chaque année.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, la marge est restée stable en 2024, sous l'effet conjugué d'une activité en moindre croissance qu'attendue, d'une diminution du montant moyen prêté, résultat d'un choix de l'Adie visant à mieux maîtriser le risque dans un environnement économique incertain, et de la hausse des taux d'intérêt que l'Adie a choisi de ne pas intégralement répercuter sur ses clients.

Le résultat de l'exercice 2024 affiche un léger excédent, grâce à des produits exceptionnels qui compensent un déficit d'exploitation plus important que celui prévu au budget.

Après une activité stable en 2024, l'Adie affiche une forte ambition de développement en 2025 grâce notamment au renforcement du soutien de l'Etat. En particulier dans les Quartiers Prioritaires Politique de la ville, là où l'Adie est née : l'ambition de doublement de l'activité de l'Adie dans ces quartiers est un des trois enjeux majeurs du nouveau plan stratégique 2025-2027. Insuffler un élan nouveau au bénévolat sera également une des priorités affichées pour ces 3 années, un enjeu vital pour l'Adie, tant le bénévolat est au cœur du projet porté par l'Adie, créée il y a 35 ans par des bénévoles. Les bénévoles, en plus d'apporter leur expertise si précieuse, contribuent aussi grandement à l'équilibre du modèle économique de l'Adie.

En renforçant ses équipes salariés et bénévoles, en se dotant d'une stratégie résolument centrée sur sa raison d'être, en faisant de la transition écologique un levier d'inclusion pour tous, l'Adie souhaite démultiplier son impact dans un contexte budgétaire plus contraint qu'auparavant.



Eric Déjoie

1. Activité 2024

La dernière année du plan stratégique 2022-24 marque une reprise de la croissance de l'activité, après une année de très forte croissance en 2022, puis une année de stabilité en 2023.

Les résultats opérationnels

Au global, le nombre de clients financés croît de 3% en 2024, en-dessous des objectifs fixés pour cette année :

- Le nombre de nouveaux clients professionnels, principal objectif de développement, atteint 16 687 en 2024 (+3%). Les renouvellements de prêts professionnels marquent quant à eux une augmentation de 4%.
- L'activité microcrédits mobilité est en légère croissance de 2%.
- Après une année 2023 marquée par une très forte augmentation du montant moyen des prêts, sous l'effet principalement de l'inflation, et une dégradation du risque, les règles d'octroi ont été modifiées en 2024. Cette décision, qui a donc pour but de contrôler le risque, a eu pour effet de diminuer la durée moyenne des prêts, et leur montant moyen.
- Le risque crédit est, comme anticipé, en hausse sur l'année, pour atteindre fin décembre un taux de retard de paiement sur les 4 dernières générations produites (« Taux d'impayés 48 mois ») de 6,80 % contre 6,09% à fin décembre 2023.
- Plus de 34 000 clients ont bénéficié d'un diagnostic accompagnement en 2024, soit 12% de plus qu'en 2023. Au total, tous services d'accompagnement confondus, plus de 36 000 clients ont bénéficié d'un accompagnement en 2024.
- Enfin, le nombre de nouveaux clients assurés est en nette hausse sur la microassurance professionnelle (+16%)

Au cours des 3 années du plan stratégique qui s'achève, le nombre de nouveaux clients professionnels a augmenté de 25%.

102 projets stratégiques ont été menés au cours de ces 3 années, dont l'ambition était d'être plus proche, militante, efficace et collaborative pour développer l'entrepreneuriat populaire.

Axe 1 : Adie proche

Afin de développer sa mission en direction de son public cible, l'Adie a renforcé sa proximité et sa proactivité auprès des entrepreneurs, par la personnalisation de ses

services, au plus près de leurs besoins. En ce sens, de nombreuses initiatives menées au cours de ce plan stratégique reflètent cette priorité.

L'« Aller-vers » a été posé comme un principe d'actions fondamental, partagé par tous et pour lequel des moyens importants ont été mobilisés : formations massives, animation continue des équipes, partenariats renforcés,...

Toujours dans le but d'intensifier et étendre notre présence sur les territoires, des chargés de communication ont été recrutés en 2022 et 2023 dans chacune des directions régionales de l'Adie.

Pour approfondir notre relation avec les entrepreneurs financés, plus de 34 000 entretiens diagnostics avec nos clients ont été réalisés en 2024.

Axe 2 : Adie militante

Le programme d'Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») lancé par l'Etat en 2021 a permis d'intégrer l'action de l'Adie dans le champ de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce programme a été reconduit par l'Etat en 2024.

Sur le volet de la transition écologique inclusive, le bilan est également très positif avec la sensibilisation et la formation de plus de 400 salariés et bénévoles aux enjeux de la transition écologique inclusive, et la nomination de référents transition écologique inclusive dans chaque région. En 2024, 803 clients ont pu bénéficier d'un « prêt apport en capital – transition écologique », dédié aux investissements verts de nos clients actifs. Ce fonds de prêts a pu être amorcé par la dotation de fonds propres de l'Adie en 2022.

Axe 3 : Adie efficace

Depuis 2022, la direction de la relation clients a déployé plusieurs projets afin de permettre aux équipes de terrain de se consacrer au développement et à l'accompagnement des clients entrepreneurs. Le déploiement de ces nouvelles missions s'est consolidé en 2024 :

- Le développement du microcrédit à distance, via le recrutement de nouveaux conseillers en ligne, et l'ouverture d'une nouvelle plateforme basée à Nancy, permet d'organiser distinctement la distribution du microcrédit mobilité. 37% des microcrédits mobilité octroyés en 2024 l'ont été par cette équipe.
- La création d'un pôle d'appui au réseau et aux clients, chargé de gérer l'étape de contractualisation et la mise en conformité du dossier de décaissement, déployé sur l'ensemble du réseau fin 2023, permet aux conseillers terrain de dégager du temps pour les activités à forte valeur ajoutée.
- Depuis 2022, le recouvrement des microcrédits mobilité est intégralement centralisé et ce dès le premier incident de paiement.
- Depuis mi-2024, les prêts professionnels sont transférés au premier impayé au service recouvrement centralisé.

Au cours de ces 3 années, l'Adie a renforcé son offre de quasi-fonds propres à destination des nouveaux clients professionnels, afin de permettre à chacun d'entre eux, où qu'il soit, de se lancer dans les meilleures conditions. En 2024, 4 888 entrepreneurs en ont bénéficié.

Du côté de l'offre d'accompagnement, le nouveau dispositif d'accompagnement collectif « J'entreprends avec l'Adie » a été déployé dès début 2023 dans l'ensemble des sites de l'Adie qui proposaient jusqu'alors l'offre « Je Deviens Entrepreneur ». En 2024, 325 sessions « J'entreprends avec l'Adie » ont touché 1558 porteurs de projets.

Axe 4 : Adie collaborative

Cet axe vise à favoriser la créativité collective, la prise d'initiatives et les coopérations, en interne, avec nos partenaires locaux, nationaux et internationaux, et avec nos clients. L'Adie s'est fixé également pour ambition d'accélérer l'intégration et l'animation des bénévoles, contributeurs essentiels de l'organisation.

66 projets ont été soumis lors d'appels à projets internes lancés dans le cadre d'un nouveau dispositif d'intrapreneuriat, dont 19 ont été incubés, impliquant 35 salariés et bénévoles.

En 2024, le Conseil National des Créateurs Adie s'est réuni à 2 reprises et 16 Clubs locaux de créateurs se sont lancés partout en France, réunissant plus de 500 participants.

Des postes de responsables développement RH ont été créés dans chaque direction régionale, afin d'améliorer les recrutements et la gestion de carrières, et de renforcer nos actions de bénévolat.

2. Le compte de résultat

En tant qu'association, l'association est soumise au plan comptable général des associations. Afin de mieux tenir compte des spécificités de l'activité de crédit de l'Adie, il est proposé dans ce paragraphe une présentation adaptée du compte de résultat de l'association :

En milliers d'euros	2023 Réalisé	2024 budget	2024 Réalisé	Ecart 2024 vs. budget	
Marge nette sur prêts	22 167	24 900	21 964	-2 936	-12%
<i>Marge brute</i>	24 541	28 000	24 740	-3 260	-12%
<i>Coût du risque</i>	-2 374	-3 100	-2 776	324	-10%
Financements externes	37 499	39 539	42 033	2 494	6%
<i>Financements publics</i>	32 265	35 039	37 751	2 712	8%
<i>financements privés</i>	5 234	4 500	4 282	-218	-5%
Charges d'exploitation	-61 204	-65 587	-67 933	-2 346	4%
<i>Charges salariales</i>	-43 249	-46 081	-47 768	-1 687	4%
<i>Autres charges</i>	-17 955	-19 506	-20 165	-659	3%
Produits de placement	1 347	600	826	226	38%
Autres produits / charges	-76	0	3 182	3 182	
Excédent (+) / déficit (-)	-267	-548	+ 72	+ 620	
Contribution volontaire des bénévoles	15 003	16 590	16 081	-509	
Part des charges couverte par la marge	36%	38%	32%		

Le budget 2024, marqué par une ambition forte de développement (+16% de personnes financées), prévoyait un léger déficit de -0,5 M€.

Une marge en recul de 2,9 M€ par rapport au budget (-12%)

La croissance du nombre total de clients financés en 2024 (+3%) est inférieure au budget, qui prévoyait 16%. Cet écart a un impact de -1,3 M€ sur la marge brute en 2024.

Par ailleurs, face à la dégradation du risque constatée en 2023, les conditions d'octroi des prêts ont été révisées début 2024, avec pour effet de diminuer le montant moyen des prêts de 6%. Cet effet, non anticipé au budget, impacte la marge brute 2024 de -0,8 M€.

Enfin, l'effet de l'augmentation des taux d'intérêt sur la charge d'emprunt est supérieur de 1,1 M€ au budget, en partie compensé par des produits de placement supérieurs de 0,2 M€ aux prévisions, pour les mêmes raisons.

Des charges de personnel en dépassement de 1,7 M€ par rapport au budget (+4%)

Côté charges de personnel, les bonnes performances de la nouvelle organisation des ressources humaines, mise en place en 2023, permet de réduire les vacances de postes à un niveau inférieur à celui pris en compte lors de la construction du budget. Ainsi, en 2024, les ressources salariées sont supérieures de 14 Équivalents Temps Plein (ETP) au budget, soit +2%. Cet écart entraîne un dépassement de 0,8 M€ des charges de personnel.

A cela s'ajoute un coût par ETP supérieur de 2% aux prévisions, du fait notamment de primes versées au titre de 2023 plus importantes que prévu (+0,2 M€) et de la hausse de la provision congés payés plus importante que prévu de 0,5 M€ du fait de l'évolution de la comptabilisation des jours en cours d'acquisition, et des règles de prise de congés.

La capacité à recruter s'améliore et le turnover diminue, mais, dans le même temps, le nombre de clients financés par ETP diminue légèrement.

Les autres charges sont également en dépassement de 0,7 M€, soit +3%. Cela s'explique principalement par la non refacturation au fonds Adie de l'intégralité des charges (+0,4 M€), et des charges 2023 qui avait été sous-provisionnées fin 2023 (+0,2 M€).

Le dépassement budgétaire sur les charges (+2,3 M€) est compensé par davantage de financements externes que prévu au budget (+2,5 M€, soit +6%) :

- Les financements de l'État sont supérieurs au budget grâce notamment au nouveau financement dans le cadre du programme Quartier 2030 pour la période 2024 - 2027, soit 1,0 M€ au titre de 2024. Par ailleurs, le financement du Ministère des Outre-Mer est en augmentation, et supérieur aux prévisions budgétaires de 1,0 M€. Ces financements supplémentaires de l'État sont en partie compensés par le non renouvellement du financement du programme « Renouveau » (-0,5 M€), des financements de l'État déconcentré en recul de -0,4 M€ par rapport au budget, et un moindre financement du FOGEFI (-0,3 M€) lié à l'activité moins forte que prévue.

- Les financements européens sont supérieurs au budget du fait d'effets reports plus importants que prévus.
- La crise en Nouvelle-Calédonie a contraint les Provinces à réduire leurs financements de 0,8 M€ au global, ce qui n'était évidemment pas prévu au budget.
- Quant aux financements privés, ils sont en-dessous des prévisions budgétaires (-0,2 M€) du fait du non renouvellement d'un financement de JP Morgan.
- Enfin, les reprises de provisions sur subventions sont supérieures aux dotations et diminutions, ce qui a un effet positif par rapport au budget de +1,4 M€

Enfin, l'année 2024 est marquée par l'enregistrement en produit exceptionnel de la reprise d'une dette de 3,2 M€ échue depuis 10 ans et prescrite définitivement cette année.

2.1 Les charges d'exploitation

Écarts par rapport au budget 2024

Les charges d'exploitation, hors provision sur subventions, sont en dépassement par rapport au budget (+4%) :

1. Davantage de charges de personnel (+1,7 M€, soit +4% par rapport au budget), lié à une meilleure capacité à recruter que prévu (+14 Équivalents Temps Plein par rapport au budget), à l'évolution de la provision congés payés au-delà de l'effet hausse des effectifs et hausse des salaires (+0,5 M€), à davantage de primes 2023

versées en 2024 que ce qui avait été provisionné fin 2023 (+0,2 M€), et enfin à un coût par ETP légèrement plus élevé que prévu (+0,2 M€) ;

2. Des autres charges en dépassement (+0,7 M€, soit +3%). Les principaux dépassements concernent la non refacturation d'une partie des charges au fonds Adie par rapport à ce qui était prévu (+0,4 M€), des charges 2023 sous-provisionnées fin 2023 (0,2 M€), et moins de charges immobilisées que prévu (0,1 M€).

Évolution par rapport à 2023

En comparaison avec 2023, les salaires et charges sociales, principal poste de dépenses, sont en augmentation de 4,5 M€ (+10%), sous l'effet de la hausse du nombre d'ETP (+59 par rapport à 2023), de la politique salariale (+1,5 M€), et de l'évolution de la provision congés payés.

Les autres achats et charges externes, sont également en augmentation par rapport à 2023 (+2,2 M€). Cette hausse est notamment liée à :

- la célébration des 35 ans de l'Adie (+0,4 M€, conformément au budget)
- davantage de versements de financements à des partenaires (+0,5 M€)
- 0,5 M€ de loyers et travaux supplémentaires liés à des déménagements / créations d'antennes (hors inflation)
- une reprise de provision non reproductible en 2024 (0,2 M€)
- l'effet de l'inflation (+0,3 M€)

La provision pour risques sur subventions est en diminution, générant un produit, alors qu'il s'agissait d'une charge en 2023. Le détail de ce poste est exposé en annexes au §4.4.

Les dotations aux amortissements diminuent légèrement (-131 K€).

2.2 Les ressources

2.2.1 Les produits d'exploitation

En produits d'exploitation figurent les financements externes y compris les dons reçus par l'Adie.

Les financements externes, hors provisions et diminutions liées aux financements des années précédentes, sont en nette augmentation par rapport à 2023 (+2,3 M€), ce qui est supérieur au budget de 1,0 M€ (2,5 M€ en dessous du budget en intégrant la variation des provisions et diminutions liées aux financements des années précédents).

L'augmentation des financements européens de +5,1 M€ s'explique par le fait que 2023 était la deuxième année de la nouvelle programmation européenne, traditionnellement marquée par des délais de mise en place qui ne permettent pas d'obtenir des accords dans l'ensemble des Régions.

Le financement du programme d'Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») est en baisse de 1,3 M€, l'avenant signé en 2023, relatif au programme 2021-23, n'étant pas reproductible en 2024.

Le nouveau financement du programme Entrepreneuriat Quartier 2023 génère 1 M€ de ressources supplémentaires en 2024.

Par ailleurs, le ministère des Outre-Mer a accordé 1 M€ de plus qu'en 2023 à l'Adie pour développer l'activité de l'association dans ces géographies.

Les financements État déconcentré sont en baisse de 1,0 M€ du fait du décalage d'un financement en Polynésie qui devrait être accordé en 2025 au titre de 2024 (0,3 M€), de la fin d'une convention pluriannuelle à la Réunion (0,3 M€), et de la baisse des financements dans plusieurs départements.

Les financements des Régions sont en baisse de 0,8 M€ du fait du non renouvellement du financement de la plupart des provinces en Nouvelle-Calédonie en 2024.

Les financements des départements sont en baisse de 0,3 M€, tandis que les financements des intercommunalités et communes sont en hausse d'un peu moins de 0,3 M€.

Par ailleurs, les financements privés sont en baisse de 1,0 M€, soit 0,2 M€ de diminution de plus que prévu au budget. Cette baisse s'explique principalement par 0,2 M€ de contrats de revitalisation obtenus en 2023 et non reproductible, 0,5 M€ de baisse du financement JP Morgan, 0,2 M€ de reversement de dons du Fonds Adie de moins qu'en 2023.

Les financements externes donnent lieu à des diminutions lorsque le partenaire notifie que tout ou partie d'un produit comptabilisé sur un exercice antérieur ne sera pas versé (c'est le cas notamment si des objectifs quantitatifs ou qualitatifs fixés dans la convention ne sont pas atteints) ou à des augmentations en cas d'avenant lié à un financement comptabilisé sur un exercice antérieur notamment.

En 2023, les diminutions s'élèvent à 0,2 M€, soit 1,0 M€ de moins qu'en 2023.

Par ailleurs, la dépréciation des créances sur subventions diminue de 1,0 M€.

2.2.2 La marge financière

La marge financière correspond à la marge dégagée par l'activité de prêts, donc hors produits de placements. Elle se compose des produits financiers d'un côté, constitués des intérêts perçus sur les prêts, et des charges financières de l'autre, constituées des intérêts d'emprunts et du coût du risque.

En 2024, la marge brute (hors coût du risque) augmente de 0,2 M€ sous l'effet de :

- La croissance de l'encours de prêts (+11%), du fait de l'augmentation continue de l'activité en euros ces dernières années (à l'exception de 2024) et l'allongement de la durée moyenne des prêts, expliquant une hausse de 1,6 M€ de la marge brute (produits d'intérêts moins charges d'emprunts).
- L'augmentation de la charge d'emprunts plus rapide que prévue, et la décision de l'Adie de maintenir une marge sur prêts inférieur à 7% pour ne pas dépasser les 10% de taux d'intérêt expliquent environ 1,5 M€ de marge de moins

En comparaison avec le budget, l'écart sur la marge brute est de -3,3 M€, principalement lié à une activité moins forte que prévue, une diminution du montant moyen prêté, et l'effet plus important que prévu de la hausse des taux d'intérêt.

Focus sur le coût du risque

Le coût du risque est constitué des pertes de l'année ainsi que des dotations et des reprises de provisions. Il est net des garanties qui couvrent une partie du risque.

Les pertes (4,5 M€) sont en très forte diminution de -4,4 M€ par rapport à 2023, ce qui s'explique essentiellement par l'accélération du passage en pertes des prêts d'honneur, désormais dès leur entrée en phase de contentieux, depuis 2023, avec donc un effet « stock en 2023, non reproductible en 2024. Ces pertes sur prêts d'honneur sont compensées par la diminution des fonds de prêts d'honneur et n'a donc pas d'impact net sur le coût du risque. En dehors de ce phénomène, les pertes sont en hausse de 0,7 M€ en 2024, après une forte baisse des passages en pertes en 2023 (-0,3 M€).

Les provisions quant à elles diminuent de 0,3 M€ (dotations aux provisions nettes des reprises), portant ainsi le coût du risque de l'année à 2,8 M€ contre 2,4 M€ en 2023, soit +17%, liée à l'évolution de l'encours des générations antérieures à la génération N (laquelle ne représente que 4% de la provision du fait du décaissement récent des prêts concernés)

Les pertes, comme les provisions pour prêts risqués, n'impactent le compte de résultat que sur la quote-part du risque sur les microcrédits qui incombe à l'Adie, une fois les différents mécanismes de contre-garantie (le FOGEFI, le FEI, le Fonds de cohésion sociale, ainsi que les établissements bancaires prêteurs) pris en compte.

2.2.3 Les produits financiers de placements

Une partie de la trésorerie de l'Adie est placée sur des produits à capital garanti auprès des partenaires bancaires et génère des revenus, qui diminuent de 0,5 M€ par rapport à 2023 du fait de la sortie, en 2023, d'un contrat de capitalisation dont les intérêts ne pouvaient pas être comptabilisés jusque-là (+0,9 M€). En dehors de ce phénomène, les produits de placement doublent en 2024 du fait de l'augmentation des taux de placement.

2.2.4 Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels 2024 sont principalement constitués par la prescription de dettes échues depuis 10 ans, et qui n'ont pas été réclamés par les créanciers. Ces dettes s'élevaient à 3,2 M€ fin 2024.

3. Le bilan

3.1 L'actif

L'encours brut de microcrédits croît de 11% pour atteindre 334 M€. L'encours net croît de +10%, et se fixe à 321 M€.

La provision prise en compte sur l'encours ne concerne que la quote-part Adie sur les prêts risqués (cf. § 2.2.1.2 des annexes pour l'estimation de la provision)

L'encours brut des prêts « apport en capital » (prêts d'honneur) est en augmentation en 2024 (+1,0 M€, soit +3%), malgré une baisse de l'activité (-20%), du fait de l'allongement de la durée des différés qui passe de 15 à 24 mois en moyenne en 2024, et de la forte croissance de l'activité enregistrée les années précédentes.

Le poste de créances augmente de 9,2 M€, du fait notamment de la nouvelle convention « Entrepreneuriat Quartier 2030 » signée en 2024 et qui n'a pas encore été versée.

Les disponibilités marquent une hausse significative (+17,6 M€), liée au versement au 2nd semestre 2024 de l'avance dans le cadre du financement « Entrepreneuriat Quartier 2030 » pour 6,2 M€, à des emprunts versés en 2024 et qui financeront des prêts en 2025 (4,3 M€), et au refinancement en 2024 de 4,0 M€ de prêts décaissés en 2023.

3.2 Le passif

Les fonds propres sont relativement stables (-0,3 M€, soit -0,3 %), les nouvelles dotations de fonds de prêts d'honneur venant quasiment compenser la baisse des fonds de prêts d'honneur liée aux prêts passés en pertes au cours de l'année

Les dettes financières marquent une hausse supérieure à celle de l'encours de microcrédits (+15% vs. +10% d'encours de microcrédits). Ainsi, sur les 42,7 M€ d'augmentation des dettes, 33,5 M€ s'expliquent par la croissance de l'encours brut, et 6,2 M€ correspondent à des emprunts encaissés en 2024 et qui financeront des prêts en 2025.

Les dettes fournisseurs diminuent de 19 %, ce qui s'explique par le dès décembre 2024 de facture qui l'année précédentes n'étaient pas encore réglées en fin d'année.

Le poste dettes fiscales et sociales est en hausse de 1,5 M€, du fait principalement de l'augmentation de la provision congés payés de 1,0 M€, dont la moitié est liée à l'évolution des règles de comptabilisation des jours en cours d'acquisition et à l'évolution des règles de congés. En dehors de ce phénomène, l'augmentation de ces dettes est de 8% ce qui est cohérent avec l'évolution des effectifs.

Le poste autres dettes est en baisse de 1,6 M€, du fait de l'augmentation des dettes de garantie en lien avec la hausse de l'encours (+5 M€), compensée par la diminution de 3 M€ des primes à verser, et l'extinction de la dette EDEN (3,3 M€)

Les produits constatés d'avance sont en nette augmentation (+18,5 M€), ce qui s'explique principalement par le financement « Entrepreneuriat Quartier 2030 » de 15,5 M€ pour la période 2024-2027, dont 14,5 M€ relatifs aux années 2025-2027, et donc enregistrés en produits constatés d'avance

4. Le financement des encours de microcrédits

L'Adie a obtenu en juillet 2003 une première habilitation dans le cadre de la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. Cette habilitation, délivrée par le Comité du microcrédit de la Banque de France a permis de recourir à des emprunts pour financer la production des microcrédits. Suite à la parution du décret n°2012-471 le 11 avril 2012, le renouvellement de l'habilitation de l'Adie a été prononcé en juin 2012 par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions). Cette habilitation ne comporte désormais plus de limitation de durée.

L'Adie s'appuie sur des emprunts, auprès des banques, des fonds de gestion de l'épargne solidaire, de l'Agence Française de Développement, de Bpifrance, ainsi que sur les titres associatifs émis en 2022.

Fin 2024, les dettes permettant de refinancer l'encours de microcrédits proviennent principalement des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 73%. En 2024, des contrats ont été signés avec 55 partenaires différents, nationaux et régionaux.
- Emprunts auprès de l'Agence Française de Développement (pour l'activité dans les Outre-Mer), de Bpifrance et de la Banque du Conseil de l'Europe, pour un total de 12% de l'encours de microcrédits.
- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire pour 10%.
Ces fonds proviennent d'une épargne salariale qui est collectée par des établissements financiers chargés de la mettre à disposition (pour maximum 10% des sommes investies) de structures ayant une mission correspondant aux souhaits des épargnants et disposant, comme l'Adie, d'un agrément ESUS (« entreprise solidaire d'utilité sociale »).
- Les titres associatifs émis par l'Adie en 2022 pour un montant de 10 M€ (cf annexes § 3.1.1).
Souscrits par une grande variété de partenaires parmi lesquels la Mirova, BNP Paribas Asset Management, Ecofi Investissements, Crédit Mutuel Asset Management, France Active Investissement, ou encore Allianz GI, ces fonds viennent renforcer les quasi-fonds propres de l'Adie. Fin 2024, 3% de l'encours de microcrédits est adossé à la ressource dégagée par l'émission des titres associatifs.

5. Perspectives 2025

2025 : lancement du nouveau plan stratégique

2025 sera la première année du nouveau plan stratégique 2025 – 2027 qui doit marquer un changement d'échelle autour de 3 axes :

- Le bénévolat et les modèles de coopération

L'engagement bénévole, mêlé à l'implication des salariés, est au cœur même de notre identité. Dans un contexte où le bénévolat se transforme, où la demande pour des formes d'engagements plus ponctuelles et fragmentées croît, nous devons insuffler un nouvel élan à cette force collective.

Valoriser nos clients et anciens clients en leur permettant de partager leurs compétences et leur expérience avec les nouveaux entrepreneurs renforcera cet engagement collectif et tissera des liens essentiels au sein de notre réseau d'engagés de l'Adie.

- La présence de l'Adie dans les quartiers populaires et tous les territoires fragiles Face à la précarité, à l'isolement et aux difficultés d'accès aux services, nous avons pour mission de renforcer le lien social et de promouvoir l'inclusion économique, en doublant l'impact de nos actions dans les quartiers populaires.

Toutefois, nous prenons également en compte les territoires ruraux, eux aussi trop souvent délaissés. En permettant à chacun, même dans les zones les plus isolées, d'accéder à l'entrepreneuriat, nous répondrons ainsi mieux aux besoins spécifiques de chaque territoire, en hexagone comme dans les Outre-mer. Nous expérimenterons de nouvelles solutions, approches, collaborations pour réduire ces fractures tout en favorisant l'innovation des équipes.

- la transition écologique inclusive et l'accompagnement des entrepreneurs Notre objectif est clair : répondre aux besoins de nos clients en leur proposant une offre accessible, qui allie inclusion et responsabilité environnementale. Nous accompagnons activement la transition écologique de nos clients, en soutenant leurs besoins d'adoption de pratiques plus durables. Pour cela, nous créerons des écosystèmes locaux qui s'appuient sur des entrepreneurs (notamment nos clients), et partenariats locaux. En parallèle, nous nous engageons à répondre aux besoins de tous nos clients en leur garantissant un accès plus simple et plus équitable à l'ensemble de nos services, partout et à tout moment, qu'il s'agisse de financement ou d'accompagnement, grâce à des solutions adaptées à leurs réalités, notamment en termes de mobilité durable, d'accès aux locaux, ou d'approvisionnement.

Un budget 2025 de consolidation de notre modèle économique

Le budget 2025 sera à nouveau marqué par une augmentation significative des moyens d'actions dans les quartiers, avec 53 ETP supplémentaires, la création de 11 nouvelles antennes, et la relocalisation de 5 autres dans ces quartiers.

Ces moyens s'ajouteront à ceux existants en 2024, à l'effet année pleine des recrutements 2024 (31 ETP), et à 11 autres ETP liés à des créations de postes à la direction de la relation client et au siège principalement.

En tout, le nombre d'ETP augmentera de 94, pour atteindre 894 ETP en 2025, soit +12%.

Au global, les charges d'exploitation augmenteront de 4,6 M€ pour atteindre 72,5 M€.

L'activité devrait croître de 17%, dont +20% de nouveaux clients professionnels. Une dynamique principalement portée par les créations de postes de conseillers réseau, l'effet année pleine des recrutements 2024 à la direction de la relation clients, notamment des conseillers en ligne, mais aussi par une augmentation du nombre de clients financés par ETP salarié.

La marge devrait croître de 4,3 M€, permettant de rattraper le retard de marge constaté en 2024 (2,9 M€) et de financer 30 % de l'augmentation des charges de fonctionnement.

Les financements externes sont également prévus en hausse (+1,8 M€, soit +4%), et ce malgré les effets positifs en 2024 des reports de financement européens prévus en 2023. L'augmentation est portée par le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 (+4,6 M€ par rapport à 2024), un objectif volontariste sur les financements de l'Etat déconcentré

dont le budget prévoit une augmentation de +0,4 M€, et une augmentation des financements privés au niveau de 2022 (+0,2 M€), en partie compensée par moins de financements européens (-2,2 M€), et la non reproduction de l'effet positif des reprises de provisions sur subventions constaté en 2024 (-1,4 M€).

Les produits de placement diminueront de 0,2 M€ (-25%) en 2025 par rapport à 2024 du fait de la baisse progressive des taux d'intérêt.

Les principaux enjeux pour 2025 sont :

- La bonne maîtrise du risque, ainsi que des autres charges dans un contexte inflationniste ;
- L'augmentation du nombre de personnes financées par ETP ;
- Le lancement des chantiers prioritaires du nouveau plan stratégique dans un contexte de budget contraint ;
- Le déploiement des moyens nouveaux dans les quartiers prioritaires politique de la ville (QPV) ;
- Le renouvellement du financement du Programme Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») au-delà de mars 2025, et le maintien des autres financements de l'État ;
- L'augmentation significative des financements privés ;
- L'obtention des ressources nécessaires pour refinancer et garantir l'activité de microcrédit ;
- L'évolution des taux d'intérêt, dont le niveau impacte la rentabilité de l'encours.

6. Affectation du résultat et évolution des réserves

6.1 Reclassement du Fonds de Contribution de Solidarité

Jusqu'en 2005 inclus, la contribution de solidarité payée par les clients de l'Adie était comptabilisée directement en fonds propres, dans un fonds destiné à couvrir le risque crédit de ces prêts.

Depuis 2006, la contribution de solidarité est comptabilisée en produit, afin de générer des produits courants permettant de financer une partie de l'activité de crédit et des charges de fonctionnement.

Les prêts décaissés avant 2006 ayant été intégralement soldés, ou enregistrés en pertes, le Fonds de contribution de solidarité n'a plus d'objet.

Il est donc proposé de reclasser ce fonds en Réserve Libre, cela également dans un souci de cohérence, la contribution de solidarité étant depuis 2006 comptabilisée en produits, lesquels viennent alimenter les réserves.

Les 2.275 K€ de Fonds de Contribution de Solidarité sont donc abondés en Réserve Libre.

6.2 La réserve « réglementaire »

L'association a constitué un fonds de réserve réglementaire dont le but est d'assurer la garantie des prêts. Le montant de cette réserve est indexé sur un ratio mis à jour annuellement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Il est proposé d'augmenter cette réserve de 1.200 K€ pour la porter à 12.500 K€, montant suffisant pour couvrir nos obligations jusqu'en 2027 inclus.

6.3 La réserve « prudentielle »

L'Adie fait aujourd'hui davantage face à des risques financiers qu'à un risque extinctif. Ces risques financiers sont principalement de deux natures :

Risque exogène sur les financements

- Risque à couvrir : baisse de 10% des financements externes sur une année 1 (de 44,2 M€ prévu au maximum au cours des 3 prochaines années, à 39,8 M€) et stabilisation à ce niveau en année 2 (39,8 M€)
- Montant requis : 8,8 M€, soit une dotation complémentaire de 0,8 M€

Crise de risque crédit

- Hausse de 2 points du risque crédit
- Montant requis : 3,6 M€, donc aucune dotation supplémentaire n'est nécessaire

Il est proposé de doter 0,8 M€ supplémentaires pour porter cette réserve à 12,3 M€.

6.4 La réserve « plan stratégique »

Cette réserve a pour objet de couvrir une partie des dépenses du plan stratégique 2025-27. Il est proposé de doter 2.107 K€ supplémentaires pour porter cette réserve à 2.655 K€.

6.5 Réserve « offre quasi-fonds propres »

Pour soutenir les ambitions du plan stratégique 2022-24, une réserve de 3,0 M€ a été dotée début 2022, destinée à étendre l'offre de quasi-fonds propres pour les créateurs d'entreprise. En 2022, 1 M€ de cette réserve a été apporté au fonds Adie pour soutenir le développement de la collecte de fonds de « prêts apport en capital ». La réserve a donc été diminuée 1 M€ pour être portée à 2 M€.

Il est proposé de maintenir cette réserve à ce niveau.

6.6 La réserve libre

La réserve libre est dotée du montant des réserves non affectées dans une des 4 réserves pré-citées.

6.7 Tableau des réserves

Les réserves après affectation incluent le résultat de l'exercice.

RESERVES (en K€)	déc-24	Affectation du résultat 2024	Reclassement du Fonds de contribution de solidarité	Affectation de la réserve libre	avr-25
Réserve réglementaire (1)	11 300			1 200	12 500
Réserve prudentielle (2)	11 500			800	12 300
Réserve plan stratégique	548			2 107	2 655
Réserve libre	3 233	72	2 275	-4 107	1 473
Réserve offre quasi-fonds propres	2 000				2 000
TOTAL Réserves	28 581	72	2 275	0	30 928



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 23, Rue des Ardennes 75019 Paris
SIREN 352 216 873

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - ADIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne:

- La conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD) et du Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

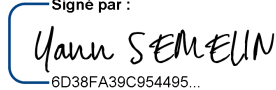
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 18 mars 2025

Signé par :

6D38FA39C954495...

Yann SEMELIN

Associé



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE – ADIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 23, Rue des Ardennes 75019 Paris
SIREN : 352 216 873

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - ADIE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

Conventions conclues avec le Fonds de dotation ADIE

Personnes concernées :

- M. Frédéric Lavenir, Président de l'ADIE et Président du Fonds de dotation ADIE
- M. Emmanuel Landais, Directeur général de l'ADIE et Administrateur du Fonds de dotation ADIE
- Mme Laure Coussirat-Coustère, Directrice générale adjointe de l'ADIE et Administratrice du Fonds de dotation ADIE
- Mme Alice Rosado, Directrice générale adjointe de l'ADIE et administratrice du Fonds de dotation ADIE

Nature, objet et modalités :

L'ADIE et le Fonds de dotation ADIE ont signé une convention de coopération portant sur la gestion comptable, financière et administrative, la mise à disposition de personnel, la gestion des ressources humaines et la politique de communication du fonds.

En 2024, le montant de masse salariale correspondant au personnel mis à disposition par l'ADIE au Fonds de dotation ADIE s'élève à 319 891 €. L'ADIE a par ailleurs facturé au fonds un montant de charges engagées pour son compte de 117 585 €.

En 2024, le Fonds de dotation ADIE a versé à l'ADIE :

- une contribution financière de 101 360 € correspondant à des dons IFI que le fonds a collectés,
- des apports en fonds propres de prêts d'honneur pour un montant de 1 161 202 €,
- une contribution financière de 295 619 €.

Convention conclue avec la société AMSI

Personnes concernées :

- M. Vincent Mercier, Président d'AMSI et Administrateur de l'ADIE
- M. Emmanuel Landais, Directeur général de l'ADIE et Associé d'AMSI en tant que représentant de l'ADIE
- M. Eric Dejoie, Associé d'AMSI et Administrateur de l'ADIE

Nature, objet et modalités :

L'ADIE et la société AMSI ont signé une convention de coopération et d'agrément le 10 mars 2024. Cette convention prévoit également que la société AMSI verse à l'ADIE une contribution financière.

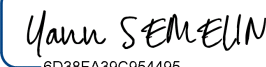
En 2024, le montant facturé par l'ADIE à la société AMSI dans le cadre de la convention de coopération et d'agrément est de 223 €.

Le montant de la contribution financière versée par l'AMSI à l'ADIE dans le cadre de cette même convention est de 4 422 € en 2024.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 18 mars 2025

Signé par :

6D38FA39C954495...

Yann Semelin

Associé

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	5 889 146	5 371 021	518 125	473 324
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 754 986	5 371 021	383 965	473 324
Immobilisations incorporelles en cours	134 160		134 160	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 297 857	5 689 542	608 315	731 410
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	6 297 857	5 689 542	608 315	731 410
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	369 087 694	12 954 816	356 132 878	323 059 869
Participations et créances rattachées	50 400		50 400	50 400
Autres titres immobilisés	2 043 852	12 993	2 030 858	2 099 194
Prêts	366 176 096	12 941 823	353 234 273	320 130 333
- dont microcrédits	333 605 161	12 941 823	320 663 338	288 570 790
- dont prêts d'honneur	32 570 935		32 570 935	31 559 543
Autres	817 346		817 346	779 943
TOTAL I	381 274 697	24 015 380	357 259 317	324 264 603
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	57 922 009	2 960 664	54 961 345	45 711 489
Créances clients, usagers et comptes rattachés				2 038
Créances reçues par legs ou donations				100 000
Autres	57 922 009	2 960 664	54 961 345	45 609 451
- dont subventions d'exploitation à recevoir	49 301 653	2 960 664	46 340 990	38 377 564
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	85 906 120		85 906 120	68 260 772
Charges constatées d'avance	1 371 301		1 371 301	926 322
TOTAL II	145 199 430	2 960 664	142 238 766	114 898 583
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	526 474 127	26 976 043	499 498 083	439 163 187

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	21 300 818	19 409 301
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	21 300 818	19 409 301
- dont Fonds de prêts d'honneur	18 202 648	16 311 131
Fonds propres avec droit de reprise	29 535 298	31 719 599
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	29 535 298	31 719 599
- dont Fonds de prêts d'honneur	26 593 142	28 736 745
- dont Fonds propres microcrédits	100 000	100 000
- dont Fonds de crédit	2 334 991	2 338 308
- dont Fonds de garantie	507 165	544 546
Réserves	28 580 912	28 847 609
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	22 800 000	22 600 000
- dont réserve réglementaire	11 300 000	11 300 000
- dont réserve prudentielle	11 500 000	11 300 000
<i>Réserve pour projet de l'entité</i>	5 780 912	6 247 609
- dont réserve plan stratégique	548 302	2 281 000
- dont réserve offre quasi fonds propres	2 000 000	2 000 000
- dont réserve libre	3 232 609	1 966 609
<i>Autre</i>		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	71 510	-266 698
SITUATION NETTE	79 488 538	79 709 811
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	79 488 538	79 709 811
AUTRES FONDS PROPRES		
Titres associatifs	10 000 000	10 000 000
TOTAL I bis	10 000 000	10 000 000

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		100 000
Fonds dédiés		
TOTAL II		100 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	163 600	194 513
Provisions pour charges		
TOTAL III	163 600	194 513
FONDS DEDIES		
sur subventions de fonctionnement		
sur autres ressources		
TOTAL III bis		
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	285 825 540	247 455 161
Emprunts et dettes financières divers	47 713 886	43 396 035
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 363 811	1 687 219
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	7 733 889	6 288 385
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	39 427 461	41 053 991
- dont primes et avances remboursables	3 312 525	9 685 545
- dont garanties sur prêts appelés	35 117 023	30 251 428
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	27 781 359	9 278 071
TOTAL IV	409 845 946	349 158 862
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+Ibis+II+III+IIIbis+IV+V)	499 498 083	439 163 187

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D EXPLOITATION		
Cotisations	2 350	2 270
Ventes de biens et services	360 002	309 326
<i>Vente de biens</i>		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
<i>Vente de prestations de service</i>	360 002	309 326
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	40 927 251	37 561 932
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	<i>35 153 842</i>	<i>30 952 601</i>
- <i>dont Etat</i>	3 736 510	4 382 382
- <i>dont Conseils Régionaux</i>	4 553 748	5 348 171
- <i>dont Conseils Départementaux</i>	2 034 242	2 374 680
- <i>dont Communes</i>	3 027 062	2 771 455
- <i>dont Etablissements publics</i>	12 522 406	12 937 346
- <i>dont Union Européenne</i>	9 332 690	4 283 487
- <i>dont emplois aidés</i>	100 742	31 230
- <i>dont variation sur conventions des années antérieures</i>	-153 557	-1176 150
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	<i>1 693 992</i>	<i>1 906 690</i>
<i>Dons manuels</i>	263 340	299 113
<i>Mécénats</i>	1 334 481	1 607 577
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	96 171	
<i>Contributions financières reçues</i>	<i>4 079 418</i>	<i>4 702 640</i>
- <i>dont Frais d'expertise</i>	1 595 250	1 528 640
- <i>dont Organismes sans but lucratif</i>	2 178 484	2 956 800
- <i>dont Fonds Adie</i>	305 684	217 200
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 439 433	574 340
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	320 932	399 045
<i>Production immobilisée</i>	213 287	332 850
<i>Autres produits</i>	107 646	66 195
TOTAL I	43 049 969	38 846 913
CHARGES D EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	18 280 671	17 283 135
Aides financières versées par l'entité	857 423	380 547
Impôts, taxes et versements assimilés	2 592 936	2 380 381
Salaires et traitements	31 822 479	29 245 267
Charges sociales	13 352 904	11 624 009
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	688 282	819 552
Dotations aux provisions	14 950	216 144
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	11 475 585	533 261
TOTAL II	68 757 231	62 482 296
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-25 707 263	-23 635 383

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (intérêts sur prêts)	32 663 635	27 569 153
Autres intérêts et produits assimilés	826 246	1 347 200
Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges	4 773 833	9 252 947
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement		
TOTAL III	38 263 714	38 169 301
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 550 145,36	11 626 871,26
- dont dotations financières pour prêts risqués Adie	3 025 133	2 744 092
- dont pertes sur prêts	4 525 013	8 882 779
Intérêts et charges assimilées	7 924 370	3 027 862
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		42,59
TOTAL IV	15 474 516	14 654 775
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	22 789 199	23 514 525
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	-2 918 064	-120 858
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 713 454	464
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 713 454	464
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	124 974	8 013
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	486 750	
TOTAL VI	611 724	8 013
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 101 730	-7 549
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	112 155	138 291
Total des produits (I+III+V)	85 027 137	77 016 678
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	84 955 627	77 283 376
EXCEDENT OU DEFICIT	71 510	-266 698

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations de services en nature	4 448	9 690
Bénévolat et mises à disposition	17 142 312	15 869 565
TOTAL	17 146 760	15 879 255
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	4 448	9 690
Prestations en nature		
Personnel bénévole et/ou mis à disposition	17 142 312	15 869 565
TOTAL	17 146 760	15 879 255

Présentation des missions de l'Adie : objet social, activités, missions sociales, moyens mis en œuvre

L'Adie a pour but de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteurs de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toute forme de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

L'Adie est une grande association française présente sur tout le territoire, reconnue d'utilité publique, qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

Nous n'acceptons pas le gâchis des talents qui ferait qu'en France la création d'entreprise serait réservée à ceux qui ont de l'argent, des diplômes ou des relations !

Les missions sociales de l'Adie portent sur :

- Le financement de tout type d'activité professionnelle jusqu'à 15 000€,
- L'accompagnement personnalisé et gratuit, par des spécialistes, pour chaque projet,
- La lutte contre les freins et les stéréotypes, pour que toute personne qui le souhaite puisse devenir entrepreneur.

Les moyens permettant de mener ces missions sont les suivants :

- 902 salariés
- 1 176 bénévoles
- Une présence dans 195 antennes et 392 permanences, partout en France métropolitaine et dans les Outre-mer

1. Faits caractéristiques de l'exercice - principes, règles et méthodes comptables

1.1 Conventions générales comptables appliquées

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans "le règlement ANC n°2018-06, du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application

1.2.1 Le traitement comptable des immobilisations incorporelles et corporelles

L'essentiel des immobilisations concerne le renouvellement du matériel informatique utilisé au siège et dans le réseau (immobilisations corporelles) et la valorisation du développement interne des applications informatiques (immobilisations incorporelles). Depuis 2006, il a été décidé d'amortir les immobilisations corporelles intégralement sur l'année d'acquisition afin d'éviter les écarts entre le traitement comptable et les budgets demandés par les financeurs où les investissements sont traités comme des dépenses. Cependant les travaux réalisés à l'occasion des déménagements d'ampleur (siège de l'Adie, sièges de directions régionales), si ceux-ci occasionnent des travaux importants, sont inscrits en immobilisations corporelles et amortis sur plusieurs années.

Par ailleurs, les dépenses de prestataires informatiques liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes (ces chantiers sont en lien avec les ambitions numériques du plan stratégique) sont amorties (amortissement sur 3 ans).

1.2.2 Le traitement comptable des opérations liées à la gestion des prêts

Les principes de comptabilisation sont les suivants :

A l'actif, figure le capital restant dû des microcrédits et des prêts d'honneur (prêts avec différé et sans intérêts accordés en complément des microcrédits). Ces valeurs font l'objet si nécessaire, d'une provision pour dépréciation, selon des modalités exposées ci-après (cf. § 2.2.1).

Le fait générateur de la comptabilisation des prêts est le décaissement.

Au passif, figure le financement de ces prêts, à savoir (cf. § 3.1 et §3.4) :

- Les fonds propres de l'association (dont des apports sans droit de reprise)
- Les fonds de prêts d'honneur (avec droit de reprise)
- Les fonds de crédit et de garantie
- Les emprunts bancaires pour refinancer les microcrédits
- Les emprunts issus de l'épargne solidaire
- Les emprunts autres (AFD, FEI, Bpifrance etc.)

Au compte de résultat, les intérêts sur prêts sont comptabilisés d'après les encaissements et non en fonction des intérêts courus.

Les règles de passage en pertes des prêts d'honneur ont évolué depuis 2023 afin que le niveau d'encours des prêts d'honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l'année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d'honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l'association couvrant par convention le risque sur les prêts d'honneur qu'ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.

1.2.3 Le traitement comptable des fonds propres et autres fonds de l'association

Le tableau ci-dessous résume les positions prises en matière de ventilation des fonds associatifs et autres fonds.

Nature	Affectation comptable
Subventions allouées par la Caisse des Dépôts en vue de renforcer les fonds propres de l'Association	Fonds propres sans droit de reprise - inscription directe en fonds propres
Contributions de solidarité versées par les emprunteurs	Fonds propres sans droit de reprise - inscription directe en fonds propres jusqu'en 2005 (en produits à partir de 2006)
Réserves sur excédents constatés	Fonds propres de l'Association - enregistrés après affectation du résultat
Fonds pour prêts d'honneur	Fonds propres avec ou sans droit de reprise - inscription directe en fonds propres
Fonds de Crédit	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Fonds de Garantie	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Titres associatifs	Autres fonds propres - titres remboursables passé un délai de 7 ans dès lors que les excédents cumulés dégagés depuis la date d'émission atteignent le montant des titres émis.

1.2.4 Le traitement comptable des provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour la prise en compte des risques relatifs aux salariés, aux frais bancaires, aux subventions et aux garanties. Elles ont fait l'objet d'une dotation en fin d'exercice dont les modalités de constitution sont expliquées dans l'annexe ci-après (cf. § 4.4).

1.2.5 Le traitement comptable des conventions de financement

Pour l'arrêté des comptes, les conventions de financement signées au cours de l'exercice ou celles signées au cours des exercices précédents mais ayant des impacts sur les comptes de l'exercice clos et/ou des exercices ultérieurs, ont fait l'objet d'une revue visant à une application intégrale des règles d'enregistrement prévues aux règlements comptables ANC 2014-03 et 2018-06.

Cette revue a évalué dans le détail :

- les subventions de fonctionnement enregistrées dans les produits d'exploitation de l'exercice et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions de fonctionnement pluri-annuelles, constatées d'avance pour la quote-part relative aux exercices ultérieurs et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions dites "d'investissement" (car finançant des dépenses inscrites à l'actif) enregistrées en fonds propres, et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les créances (produits à recevoir) sur subventions de fonctionnement et sur subventions d'investissement vis-à-vis des financeurs, et cela indépendamment des modalités de règlement.

1.2.6 Le traitement comptable des dons

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'Adie, sont comptabilisés (conformément au règlement ANC n° 2018-06) en produits à l'encaissement. Le traitement comptable des dons fait l'objet de précisions dans une note ci-après (cf. § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public).

1.3 Faits significatifs de l'exercice

Il n'y a pas eu de fait significatif en 2024

2. Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan

2.1 Les immobilisations et les amortissements

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées des développements de logiciels réalisés par les équipes de l'Adie sur le Système d'Information dans sa version française et belge. S'agissant des travaux réalisés par des prestataires externes, seules les

dépenses liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes sont amorties.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur 3 ans.

Le poste "immobilisations corporelles" est composé principalement :

- des dépenses de renouvellement du matériel informatique, évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) et amorties intégralement l'année d'achat.
- des achats de mobilier évalués à leur coût d'acquisition et amortis intégralement l'année d'achat
- des réalisations de travaux et aménagements (uniquement pour les aménagements réalisés en 2021 lors de l'installation du siège parisien, pour les aménagements réalisés en 2015 à la Réunion, et pour les aménagements réalisés en 2020 en Martinique) évalués à leur coût d'achat. Ces travaux sont amortis sur la durée du bail concerné.

Au titre des immobilisations financières, les « autres titres immobilisés » sont liés au mécanisme de nantissement des encours d'emprunt auprès du Crédit Coopératif.

Tableau des immobilisations hors prêts d'honneur et microcrédits

Situation et mouvements Rubriques		A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	5 541 700	213 287		5 754 986
	Immobilisations incorporelles en cours		134 160		134 160
	Total 2	5 541 700	347 447		5 889 146
Immos. Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	1 487 569	3 894		1 491 463
	Matériel de transport	804 449	12 785		817 234
	Matériel de bureau et d'informatique	3 685 100	208 684	12 769	3 881 015
	Mobiliers	70 969	37 175		108 145
	Autres				
	Total 3	6 048 088	262 538	12 769	6 297 857
Immobilisations financières	Participation et créances rattachées à des participations	50 400			50 400
	Autres titres immobilisés	2 112 187	6 665	75 000	2 043 852
	Autres immobilisations financières	779 943	39 474	2 071	817 346
	Total 4	2 942 530	46 138	77 071	2 911 598
Total (1 + 2 + 3 + 4)		14 532 318	656 123	89 839	15 098 601

Tableau des amortissements

Situation et mouvements Rubriques		A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immos incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	5 068 375	302 646		5 371 021
	Total 2	5 068 375	302 646		5 371 021
Immos . Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	756 160	126 991		883 151
	Matériel de transport	804 449	12 785		817 234
	Matériel de bureau et d'informatique	3 685 100	208 684	12 769	3 881 015
	Mobiliers	70 969	37 173		108 142
	Autres				
	Total 3	5 316 677	385 633	12 769	5 689 542
Immobilisations financières	Participation et créances rattachées à des participations	12 993			12 993
	Autres titres immobilisés				
	Autres immobilisations financières				
	Total 4	12 993			12 993
Total (1 + 2 + 3 + 4)		10 398 046	688 280	12 769	11 073 557

2.2 Les immobilisations financières

2.2.1 Les prêts et provisions sur prêts

2.2.1.1 Présentation en comptabilité de la provision

La part des prêts garantis par les partenaires est mentionnée en hors bilan. Le bilan de l'association ne comporte que la part de risque supportée par l'association avec impact sur le résultat.

Les garanties apportées par les partenaires de l'Adie, hors bilan, sont représentées au § 5.3

2.2.1.2 Calcul de la provision

Le pourcentage de provision appliqué à chaque prêt, toutes géographies confondues, dépend du nombre d'échéances de retard du prêt au 31 décembre. Le montant de la dépréciation est net des garanties octroyées.

Le tableau suivant indique le pourcentage de provision ainsi appliqué en fonction du nombre d'échéances de retard :

Nb d'échéances de retard	Taux de provision
[0;2[0 %
[2;6[75 %
6 et +	100 %

Les règles de passage en pertes des prêts d'honneur ont évolué en 2023 afin que le niveau d'encours des prêts d'honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l'année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d'honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l'association couvrant par convention le risque sur les prêts d'honneur qu'ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.

Depuis 2023, les prêts d'honneur sont passés comptablement en perte au moment de leur entrée en contentieux

En conséquence le détail des prêts aux clients au 31/12/2024 est le suivant :

Tableau des prêts aux clients

	Encours à la clôture de l'exercice	Provisions pour dépréciation à la clôture de l'exercice
Microcrédits	333 605 161	12 941 823
Prêts d'honneur	32 570 935	
Total des prêts aux clients	366 176 096	12 941 823
<i>Pour rappel 2023</i>	<i>331 714 457</i>	<i>11 563 500</i>

2.2.2 Les autres immobilisations financières

Exception faite des prêts aux clients, les autres immobilisations financières sont composées pour l'essentiel :

- de nantissements souscrits lors de la mise en place d'emprunts bancaires pour un total de 2 044 K€ ;
- de 50 K€ de participations :
 - Adie Microfranchise Solidaire Investissement : 20 K€
 - Microlux : 10 K€
 - Microstart : 10 K€
 - AFI (Grèce) : 10 K€
- de 817 K€ de titres souscrits chez des partenaires bancaires.

Etat échéances des immobilisations financières

Immobilisations financières	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Titres immobilisés, contrats de capitalisation	2 094 252	2 094 252	
Prêts aux clients	366 176 096	189 441 863	176 734 234
Dépôts de garantie	817 346	76 349	740 997
Total	369 087 694	191 612 464	177 475 231

2.3 Les créances

Le poste des subventions d'exploitation à recevoir (tous exercices confondus) compose l'essentiel des créances.

Les subventions d'investissement à recevoir correspondent aux fonds de prêts d'honneur ou de primes (à reverser aux créateurs) notifiés dans des conventions mais non encore encaissés.

Les garanties appelées et en attente d'encaissement sont comptabilisées en créances à l'actif du bilan.

Etat échéances des créances			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Subventions d'investissement et pour compte (primes) à recevoir au 31/12/2024	3 464 223	3 464 223	
Subventions d'exploitation 2024 et postérieures à 2024 à recevoir	26 879 930	14 860 243	12 019 687
Subventions d'exploitation 2023 à recevoir	11 500 675	11 455 420	45 255
Subventions d'exploitation antérieures à 2023 restant à recevoir	7 456 825	7 456 825	
Créances sur cession d'immobilisation	170 943	170 943	
Créances sur charges sociales	386 535	386 535	
Garanties à encaisser	7 761 556	7 761 556	
Autres	301 322	301 322	
Charges constatées d'avance	1 371 301	1 371 301	
<i>Dont CCA d'exploitation</i>	<i>1 371 301</i>	<i>1 371 301</i>	
Total	59 293 309	47 228 367	12 064 942

3. Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan

3.1 Les fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise et les fonds propres avec droit de reprise augmentent du montant des nouvelles dotations en 2024 et diminuent des montants de prêts d'honneur adossés passés en pertes, et des fonds remboursés.

La légère baisse en 2024 est liée à davantage de pertes enregistrées sur l'année que de dotations nouvelles.

Les réserves sont diminuées et augmentées en fonction des décisions d'affectation prises à l'Assemblée générale de 2024.

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	19 409 301			1954 029		62 512		21 300 818
Fonds propres avec droit de reprise	31 719 599			1 381 262		3 565 563		29 535 298
Ecart de réévaluation								
Réserves	28 847 609			1 466 000		1 732 698		28 580 912
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	-266 698	266 698		71 510				71 510
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	79 709 811	266 698		4 872 801		5 360 772		79 488 538
Titres associatifs	10 000 000							10 000 000
AUTRES FONDS PROPRES	10 000 000							10 000 000
Fonds reportés liés aux legs ou donations	100 000					100 000		
FONDS REPORTES ET DEDIES	100 000					100 000		

3.1.1 Les titres associatifs

L'Adie a émis des titres associatifs en mars 2022 pour une valeur de 10 M€. Ces titres sont une créance de dernier rang et sont classés en autres fonds propres, conformément au règlement n° 2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) modifiant le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

L'Adie devra rembourser les détenteurs de titres associatifs après une période de 7 ans dès lors qu'elle aura accumulé 10 M€ de résultats positifs à compter de l'année civile suivant l'émission (soit 2022).

3.1.2 Les fonds de prêts apport en capital

Une partie des fonds propres avec droit de reprise et des fonds propres sans droit de reprise sont dédiés à l'activité de prêts apport en capital. Les prêts apport en capital sont octroyés en complément d'un microcrédit professionnel.

Les fonds de prêts apport en capital sont dotés par des partenaires privés (banques, Fonds Adie, autres entreprises) et publics (collectivités locales, Bpifrance, Caisse des Dépôts, État). Ces versements sont en règle générale mutualisés au sein de fonds régionaux, mobilisables par les directions régionales en fonction du lieu d'habitation du créateur d'entreprise.

Fonds propres avec ou sans droit de reprise liés au financement des prêts apport en capital	
Régions	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	1 528 777
Bourgogne-Franche-Comté	1 332 913
Bretagne	1 165 910
Centre-Val de Loire	1 364 223
Corse	2 766 213
Grand Est	1 129 459
Guadeloupe	897 563
Guyane	954 935
Hauts-de-France	700 265
Île-de-France	8 745 177
La Réunion	1 948 415
Martinique	1 251 618
Mayotte	2 718 589
National	5 003 747
Normandie	847 560
Nouvelle-Aquitaine	1 685 081
Nouvelle-Calédonie	2 995 737
Occitanie	1 255 154
Pays de la Loire	1 020 475
Polynésie Française	2 277 980
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 268 512
Total	44 858 302

3.1.3 Détail des fonds de crédit

Les fonds de crédit ont historiquement été dotés par des partenaires publics ou privés, avant la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. A cette période, l'Adie réalisait ses opérations de microcrédits soit sur ces fonds de crédits soit par des opérations hors bilan directement réalisées par les partenaires bancaires (Caisse d'Épargne et Crédit Coopératif essentiellement).

Ces fonds sont valorisés à hauteur des montants des conventions signées avec les partenaires, déduction faite des pertes constatées sur l'ensemble des exercices comptables.

Fonds de crédit (Fonds propres avec droit de reprise)	
Partenaires	Total
Caisse d'épargne Picardie	30 000
CDC Antilles	55 592
Ceral	2 798
Cetelem	62 065
Conseil régional Champagne-Ardenne	273 770
Conseil régional d'Ile De France	370 324
Crédit Immobilier de France	524
Guyane	173 403
Mayotte //Dirad et Préfecture	1 071 892
Nouvelle Calédonie	26 389
La Réunion	266 529
UBER	1 707
Total	2 334 991

3.1.4 Détail des fonds de garantie

Des fonds de garantie ont été anciennement constitués par des apports extérieurs, souvent par des partenaires bancaires, ou des Conseils départementaux en garantie des microcrédits décaissés sur leurs fonds. Les garanties mises en place avec le Fonds de Cohésion Sociale, le FEI et avec les banques ont progressivement rendu le recours à ces fonds moins nécessaire.

Ces fonds sont diminués des pertes enregistrées sur les prêts qu'ils garantissent.

Fonds de garantie (Fonds propres avec droit de reprise)

Partenaires	Total
BNP Paribas	25 020
Crédit Coopératif	39 091
CG 44 Loire Atlantique	41 354
Crédit Municipal Pays de Loire	207 445
Fape	179 284
Financière du Cèdre	14 971
Total	507 165

3.2 Les provisions pour risques et charges

Figurent au bilan la valeur nette des provisions suivantes :

- les provisions pour risques prud'homaux ;
- les provisions pour garantie des prêts

Le détail de l'ensemble des provisions figure au § 4.4

3.3 Les dettes financières

Avec le renouvellement de l'habilitation de l'Adie en juin 2012 sans limitation de durée, (dans le cadre de la modification de l'article L.511-6 du code monétaire et financier permettant à l'Adie d'emprunter pour prêter aux créateurs), l'Adie a assuré la croissance de son activité principalement grâce à des emprunts auprès de banques et d'institutions financières.

Fin 2024, les dettes financières permettant de refinancer l'encours de microcrédits provenaient des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 73 %.

Au cours de l'année, l'Adie a signé des contrats de prêts de 36 et 48 mois avec 52 partenaires différents, nationaux et régionaux.

- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire (principalement épargne salariale solidaire) pour 10 %.
- Emprunts auprès d'organismes non bancaires pour un total de 12 % de l'encours de microcrédits : principalement l'Agence Française de Développement qui procure des ressources pour l'Outre-mer, Bpifrance et la Banque du Conseil de l'Europe.

S'ajoutent à ces dettes financières les ressources suivantes, comptabilisées en Fonds Propres (cf. § 3.1), qui permettent également de financer une partie de l'encours de microcrédits :

- Fonds provenant de l'émission des titres associatifs (cf. §3.1.1)
- Fonds de crédit (cf. §3.1.3)

Chaque microcrédit refinancé par les partenaires bancaires est dans un premier temps financé sur fonds propres avant d'être refinancé par une ligne bancaire. Les fonds propres sont ainsi mobilisés pour pré-financer plusieurs mois d'activité.

Etat des emprunts et des dettes				
Dettes	Montant brut au 31/12/2023	Exercice 2024		
		Nouveaux emprunts	remboursements	Montant au 31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	247 455 161	152 780 706	114 410 327	285 825 540
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	247 361 603	152 780 706	114 360 631	285 781 678
Emprunts et dettes financières divers	43 396 035	20 217 851	15 900 000	47 713 886
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	43 332 025	19 900 000	15 900 000	47 332 025
Total	290 851 197	172 998 557	130 310 327	333 539 426

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	285 825 540	133 996 449	151 049 903	779 187
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	285 781 678	133 952 587	151 049 903	779 187
Emprunts et dettes financières divers	47 713 886	9 963 886	37 750 000	
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	47 332 025	9 582 025	37 750 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 363 811	1 363 811		
Dettes fiscales et sociales	7 733 889	7 733 889		
Autres dettes (dont Primes et Garanties appelées)	39 427 461	12 191 105	27 236 356	
Produits constatés d'avance	27 781 359	21 759 000	6 022 359	
Total	409 845 946	187 008 140	222 058 619	779 187

3.4 Les dettes d'exploitation

Les dettes autres que les dettes financières sont principalement composées des postes suivants :

- Les dettes fournisseurs diminuent de 19 % du fait du paiement dès décembre 2024 de factures récurrentes qui, en 2023, n'étaient pas réglées en fin d'année.

- Le poste dettes fiscales et sociales est en hausse de 1,5 M€, dont 1,0 M€ liée à l'évolution de la dette pour congés payés du fait de la hausse des effectifs et de la politique salariale, ainsi que de l'évolution des règles de comptabilisation des jours de congés payés en cours d'acquisition, et des règles de départ en congés qui ont pour effet une hausse du nombre de congés payés par salarié à fin 2024. Par ailleurs, la dette auprès des organismes sociaux augmente puisqu'en 2023 des cotisations de décembre avaient été réglées dès la fin d'année alors qu'habituellement, comme en 2024, elles sont réglées le mois suivant.
- Les dettes liées à l'ancien dispositif EDEN échues depuis 2014, ne sont plus exigibles à compter de 2024, générant donc une annulation de ces dettes ;
- Les garanties appelées sur des prêts toujours enregistrés en encours. Les mécanismes de garantie, autres que bancaires, sont actionnés dès la prononciation de la déchéance du terme du prêt garanti. La quote-part garantie est alors versée par le partenaire. Le prêt étant toujours en encours, le versement du partenaire est comptabilisé au passif. Ce poste sera diminué au moment du passage en perte du prêt, avec pour contrepartie la diminution de l'encours de microcrédits à l'actif, liée au passage en perte ;
Ce poste est en hausse de +16% en 2024, sous l'effet principalement de la croissance de l'encours de microcrédits en phase de recouvrement contentieux de +20% ;
- Les primes accordées à l'Adie par les conseils régionaux, et l'Etat qui seront ensuite reversées par l'Adie aux porteurs de projets d'entreprises.
Ces primes à reverser aux entrepreneurs financés par l'Adie diminuent de 3,1 M€, du fait de leur versement aux clients de l'Adie. Elles constituent une dette vis-à-vis des futurs entrepreneurs à qui ces primes seront versées.
- Les fonds de « Prêts à Taux Zéro » (« PTZ »), anciennement Nacre, versés à l'Adie pour qu'elle les prête aux porteurs de projets. Ce poste est en baisse par rapport à 2023 de 143 K€, du fait du reversement à France Active, gestionnaire du dispositif, des montants remboursés par les clients ;

Détail des dettes et charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	490 384	1169 695
Fournisseurs - factures non parvenues	873 427	517 524
Dettes fiscales et sociales	7 733 889	6 288 385
- <i>personnel charges à payer dont notes de frais</i>	66 263	39 483
- <i>Comité Social et Economique</i>	66 528	64 259
- <i>organismes sociaux</i>	1124 735	744 130
- <i>dettes liées aux congés à payer</i>	4 066 463	3 091 224
- <i>dettes liées aux primes sur salaires à verser</i>	1 042 301	1 050 740
- <i>personnel compte épargne temps</i>	972 972	913 971
- <i>taxes sur salaires et diverses charges personnel</i>	248 586	232 028
- <i>autres dettes fiscales et sociales</i>	146 041	152 551
Autres dettes	39 427 461	41 053 991
- <i>EDEN</i>		3 310 040
- <i>dispositif NACRE</i>	782 535	925 743
- <i>autres primes à reverser</i>	3 328 944	6 388 532
- <i>microassurance</i>	58 067	37 593
- <i>Garanties</i>	35 117 023	30 251 428
- <i>débiteurs divers</i>	140 892	140 655
TOTAL	48 525 161	49 029 594

Les produits constatés d'avance correspondent à des subventions d'ores et déjà accordées à l'Adie, relatives aux exercices à venir. Leur augmentation en 2024 est essentiellement liée au financement obtenu dans le cadre du programme « Entrepreneuriat Quartier 2030 », au titre des années 2024 à 2027.

4. Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat

4.1 Le résultat d'exploitation

4.1.1 Les subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comprises dans les produits de l'association lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur ;
- Et/ou une convention de financement a été signée entre les parties ;
- Et/ou une délibération désigne l'Adie comme bénéficiaire d'une subvention ;
- Et/ou un ou plusieurs versements ont eu lieu.

Les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits, exception faite lorsque la subvention a été encaissée par l'association.

Seuls les produits correspondant à des droits acquis sur les partenaires financiers, déterminés par l'analyse des conventions de financement, sont rattachés et enregistrés à l'exercice comptable. Dans le cas où il existe des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'Adie sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut, prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance » (cf. tableau correspondant au § 3.3).

Les financements privés provenant d'organismes sans but lucratif sont comptabilisés en « contribution financières reçues ».

4.1.2 Les diminutions / augmentations sur conventions des années antérieures

Les produits à recevoir sur subventions de fonctionnement (subventions non encore encaissées à la fin de l'exercice) font l'objet d'une évaluation prudente. En effet, les conventions de financement comportent généralement des clauses qui attachent le montant des subventions à la réalisation d'objectifs annuels (prêts accordés, réalisation budgétaire, production de rapports dans certains délais...). Ces clauses conduisent l'Adie à constater une diminution des produits quand les conditions mentionnées dans la convention ne sont clairement pas remplies et une provision pour dépréciation des produits à recevoir sur subventions quand un risque sur le versement total subsiste. Il convient de noter que les conventions de financement prévoient généralement de limiter le montant de la subvention allouée en fonction des objectifs à atteindre et stipulent rarement un reversement intégral de la

subvention. La réduction éventuelle de la subvention s'effectue en principe sur le dernier versement (produits à recevoir).

Lorsqu'un avenant est signé sur une convention portant sur une année antérieure, celui-ci est comptabilisé de manière à ajuster le solde restant à recevoir notifié.

4.1.3 Les dotations aux dépréciations sur subventions à recevoir

La base de la dotation est le montant des créances vis-à-vis des financeurs, diminué des produits constatés d'avance (ils concernent les exercices ultérieurs), des subventions à reverser à des partenaires (elles sont enregistrées en dettes de l'exercice et ne sont reversées par l'Adie que lorsque cette dernière a reçu les fonds de ses financeurs), des versements sur subventions enregistrés jusqu'à la date d'établissement des comptes annuels.

Le versement des subventions (ou du solde des subventions) nécessite un délai qui peut être très long et demande de nombreuses relances, d'où le risque que l'Adie associe à ces produits.

Le taux de provision est de 50% pour toutes les créances relatives aux subventions restant à recevoir de l'exercice 2023, de 75% pour les exercices 2022 et 2021 et de 100% pour les exercices antérieurs.

S'agissant spécifiquement des fonds FSE, La dépréciation est de 20% pour les conventions de 2022, de 50% pour l'exercice 2021 et de 100% pour les exercices antérieurs à 2021. Ce traitement spécifique tient compte des longs délais habituels de versement sur ces subventions.

Pourcentage de dépréciation	N-1	N-2	N-3	> 3 ans
Subventions hors FSE	50%	75%	75%	100%
Subventions FSE		20%	50%	100%

Par ailleurs, dès lors qu'un risque de diminution de subvention est avéré, soit suite aux conclusions des contrôles effectués par le financeur, soit parce que les objectifs fixés dans la convention n'ont pas été atteints, une provision est comptabilisée.

4.1.4 Les dons manuels

Les dons manuels sont principalement constitués :

- des dons IFI pour 101 360 € ;
- des abandons de frais par des bénévoles pour 155 981€ ;
- de dons s Développement Durable Solidaires pour 17 348 €.

Ces dons sont traités plus globalement dans le § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

4.1.5 Les contributions financières reçues

Les fonds versés par le Fonds Adie (306 K€) sont enregistrés en « Contributions financières reçues », sauf les fonds versés au titre d'apports en fonds de prêts apport en capital qui sont comptabilisés en fonds propres.

De même, sont comptabilisés en contributions financières reçues les frais d'expertise de 75 € par prêts versés par le FOGEFI dans le cadre du dispositif de garantie du Fonds de Cohésion Sociale, géré par France Active Garantie, ainsi que les contributions reçues qui étaient auparavant comptabilisées en Mécénat.

4.1.6 Les cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion à l'association. Par prudence, seules les cotisations encaissées sont comptabilisées. Les cotisations appelées mais non encaissées ne sont pas comprises dans les produits d'exploitation.

4.2 Le résultat financier

Le tableau ci-dessous détaille les produits et charges financiers liés à l'activité de distribution et gestion de crédits de l'Adie.

Les produits financiers sont de quatre ordres :

- les intérêts perçus au taux annuel de chaque contrat de microcrédit (taux fixe pour le client),
- la « contribution de solidarité » perçue en une fois au moment du décaissement du prêt,
- la reprise sur provisions pour microcrédits risqués liée soit au passage en perte des créances, soit à une diminution du risque sur les prêts concernés,
- la quote part de fonds de prêts d'honneur qui couvre les pertes sur prêts d'honneur
- les intérêts sur placements, qui eux ne sont pas liés à l'activité de crédit.

Les charges financières sont composées :

- des pertes prononcées sur les microcrédits (quote-part de risque de l'Adie une fois les mécanismes de garantie mobilisés), et les prêts d'honneur.
- de la dotation aux provisions née d'une nouvelle photographie de l'encours risqué prise au 31/12/2024, en application de la méthode de provision décrite dans le § 2.2.1.2, à laquelle s'ajoute une provision spécifique liée aux

mécanismes de garanties régionaux des prêts octroyés en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, pour lesquels des appels en garantie effectués depuis 2016 n'ont toujours pas été versés. Cette provision s'élève, fin 2024, à 163 K€.

- des intérêts sur les emprunts permettant d'adosser la production de prêts.

Incidence sur le résultat des opérations liées au crédit		
Rubriques	Produits financiers liés au crédit	Charges financières liées au crédit
Contributions de solidarité	8 867 772	
Revenus d'intérêts sur microcrédits	23 795 714	
Revenus sur créances diverses	150	
Reprise sur provisions microcrédits	1 646 810	
Régularisation sur prêts passés en pertes	354 712	
Quote part de dotation non consommable virée en compte de résultat	2 772 311	
Pertes microcrédits		4 525 013
Dotation provisions microcrédits		3 025 133
Intérêts versés sur emprunts bancaires		6 938 829
Intérêts sur épargne solidaire		835 542
Coupons titres associatifs		150 000
Total	37 437 468	15 474 516

4.3 Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 3 588 K€ en 2024 :

Détail des charges exceptionnelles		
	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations de gestion	124 974	8 013
Pénalités	123 851	8 013
Régularisation sur prêts	1 124	
Dotations provisions	486 750	
TOTAL	611 724	8 013

Détail des produits exceptionnels		
	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations de gestion	3 713 454	464
<i>Dont indemnité sur litige</i>		86
<i>Dont extinction de dettes échues</i>	3 223 331	
<i>Dont indemnités</i>	490 070	
<i>Dont régularisations sur charges liées aux salaires</i>	53	379
TOTAL	3 713 454	464

Le résultat exceptionnel 2024 est essentiellement constitué de dettes échues depuis 2014 et qui ne sont plus exigibles depuis 2024, pour 3 223 K€.

4.4 Synthèse des provisions

Tableau des provisions ayant une incidence sur le résultat				
Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice A	Augmentations : dotations de l'exercice B	Diminutions : reprises de l'exercices C	Provisions à la fin de l'exercice D
Provision pour risques prud'hommes	31 513	600	31 513	600
Provision sur risque social				
Provision sur travaux à venir				
Provision pour risque sur garantie	163 000			163 000
Total provisions pour risques et charges	194 513	600	31 513	163 600
Provision sur titres de participation	12 994			12 994
Provision sur prêts	11 563 501	3 025 133	16 46 810	12 941 823
Provision pour dépr. sub à recevoir	3 413 376		100 1641	2 411 735
Provision sur actif circulant	50 020	501 101	2192	548 929
Total provisions sur actif	15 039 891	3 526 233	2 650 643	15 915 481
Total des provisions	15 234 404	3 526 833	2 682 156	16 079 081
Dont dotations :				
- d'exploitation		14 950	10 35 346	
- financières		3 025 133	16 46 810	
- exceptionnelles		486 750		

Les provisions à la fin de l'exercice sont comptabilisées

- au passif pour les provisions risques et charges
- à l'actif pour les provisions sur les immobilisations financières, et les provisions sur subventions

Les augmentations et diminutions de provisions sont quant à elles visibles dans le compte de résultat (les dotations sont en charges et les reprises en produits)

- dans la partie financière s'agissant des provisions sur prêts et sur les titres de participation
- dans la partie exploitation pour toutes les autres provisions

Les principales dotations concernent :

- la provision sur prêts
- les provisions sur subventions

Les principales reprises correspondent à la reprise de provision sur prêts.

Enfin, l'Adie réévalue chaque année la provision sur les titres détenus sur la structure AMSI, et des institutions de microcrédit (MicroLux, Microstart et Afi).

A fin décembre 2024, cette évaluation est basée sur la situation financière à fin 2023 de ces entités.

Tableau des filiales et participations									
Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur Brute des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'exercice
I - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations									
AMSI - France (a)	520 000	124 263	3,85%	20 000				10 374	néant
Microlux - Luxembourg (b)	999 932	(214 812)	4,74%	10 000				91 085	néant
Microstart - Belgique (a)	12 782 400	(9 773 472)	0,36%	10 000				(1260 845)	néant
Afi - Grèce (a)	310 000		3,00%	10 400				(91 659)	néant
Total				50 400					

(a) Chiffres relatifs à l'arrêté comptable du 31/12/2023

(b) Chiffres relatifs à l'arrêté comptable du 31/12/2022

4.5 Le commissaire aux comptes

Les charges d'honoraires du commissaire aux comptes enregistrées au titre de 2024 s'élèvent à :

- 51 000 € pour le contrôle des comptes annuels Adie
- 30 960 € pour les missions ponctuelles Adie (notamment certifications des comptes régionaux pour le FSE)

4.6 Les salariés et les dirigeants de l'Adie

L'effectif total au 31/12/2024 s'établit à 902 (contre 831 au 31/12/2023) dont :

- 336 hommes et 566 femmes ;
- 848 CDI et 54 CDD.

La rémunération brute des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles de l'association, au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, s'est élevée à 0 € au titre de l'exercice 2024.

Par ailleurs la rémunération brute soumise à cotisations des cinq plus hauts salaires de l'association s'est élevée à 506 515 € au titre de l'exercice 2024.

5. Les engagements hors bilan

5.1 Engagements de départ en retraite

Une indemnité de départ en retraite a été calculée à titre indicatif mais non provisionnée. Elle s'élève à 1 162 344 € pour 2024 contre 1 080 799 € pour 2023, charges patronales incluses.

La hausse en 2024 est liée à l'augmentation des effectifs, et à l'augmentation des salaires, en partie compensée par la hausse du taux d'actualisation entre le 31/12/2023 et le 31/12/2024.

L'indemnité de départ en retraite est calculée en fonction des éléments suivants :

Méthode d'évaluation : suivant la recommandation du CNC reprenant la norme IAS n°19

- Table de mortalité (hommes/femmes) : TF 00-02 (avec décalage d'âge)
- Départ volontaire à 65 ans
- Catégorie : Ensemble du personnel
- Probabilité d'être présent à l'Adie au terme : table de rotation du personnel
- Evolution annuelle des salaires : 1,8 %
- Charges sociales patronales : 40%
- Taux d'actualisation : 3,35%

5.2 La sectorisation concernant les activités de microfranchise solidaire, les activités internationales et diverses prestations

Les activités Microfranchise solidaire, Internationale et Microassurance sont fiscalisables.

Le résultat 2024 est déficitaire de -70 K€. Il n'y a donc pas d'impôt à payer.

Adie - activité sectorisée

Libellé	Montants
Charges d'exploitation	-642 696
Produits d'exploitation	572 449
Total Bénéficiaire	-70 247

5.3 Les garanties sur les prêts

Le tableau ci-dessous représente la garantie apportée par les différents dispositifs, sur les prêts provisionnés, garantie qui n'est pas visible au bilan, qui ne tient compte que de la quote-part de risque qui pèse sur le compte de résultat de l'Adie.

Engagements hors bilan

Provisions sur prêts à la clôture de l'exercice	31/12/2024
Provisions sur garanties bancaires	7 085 517
Provision sur fonds de garantie	40 897
Provision sur la garantie FOGEFI	18 786 218
Provision sur la garantie FEI	12 622 992
Provision sur la garantie Fonds de cohésion sociale	6 512 208
Provision sur les garanties de Nouvelle Calédonie	1 709 163
Provision sur fonds de crédit	71 217
Total	46 828 212

Le tableau ci-dessous illustre pour chacun des dispositifs de garantie les engagements disponibles pour la prise en charge de pertes futures, en l'état des conventions signées avec chaque partenaire.

Engagements hors bilan

Garanties sur les prêts-disponible sur contrat	Disponible au 31/12/2024
Engagements des partenaires bancaires	15 854 111
Engagement du FOGEFI	6 117 930
Engagement du FEI Easi	3 309 938
Engagement du FEI EGF	13 262 972
Engagement du FEI Invest EU	17 101 148
Engagement de la Bpifrance	7 716 812
Engagements des fonds de garantie sur la Nouvelle Calédonie	1 709 163
Total	65 072 074

Les prêts en Nouvelle Calédonie sont garantis par des fonds régionaux. Le niveau d'engagement lié à ces garanties est fonction de la capacité des fonds qui couvrent par ailleurs d'autres structures.

5.4 Garantie donnée sur les emprunts

Dans le cadre des engagements hors bilan, le capital restant dû sur les emprunts bancaires est lié à un acte de cession de créances professionnelles soumis aux articles L.313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier.

5.5 Emprunts signés restant à débloquent

En fin d'année, certains emprunts signés par l'Adie n'ont pas encore été débloquent. Ils pourront l'être au cours de l'année 2025 pour financer des microcrédits.

6. Avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024						
Etat du contributeur	Date (b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique (c) du contributeur	Nature (d) de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect (d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement (d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (d)
SUISSE	02/01/2024	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	131 250
Total-Etat CH						131 250
GRANDE BRETAGNE	02/01/2024	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	260 000
Total-Etat GB						260 000
POLOGNE	30/06/2024	personne morale	espèces	direct	VIREMENT	34 620
Total-Etat PL						34 620
MAURICE	10/01/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/02/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/03/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/04/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/05/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/06/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/07/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/08/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/09/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/10/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/11/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/12/2024	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
Total-Etat MU						12
BELGIQUE	17/05/2024	personne physique	espèces	direct	VIREMENT	3 000
Total-Etat BE						3 000
LUXEMBOURG	31/03/2024	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	1194 615
LUXEMBOURG	30/06/2024	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	968 704
LUXEMBOURG	30/09/2024	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	868 406
LUXEMBOURG	02/10/2024	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	2
LUXEMBOURG	31/12/2024	personne morale (FEI)	espèces	direct	VIREMENT	1324 244
Total-Etat LU						4 355 971
Total général						4 784 853

a : Les avantages et ressources sont regroupés par Etat.

b : Les avantages et ressources sont classés, pour chaque Etat, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

c : Indiquer s'il s'agit :

d'un Etat ou d'une autre collectivité publique ;

d'une autre personne morale ;

d'une personne physique.

d : Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.

7. Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

L'Adie reçoit des dons directement ou indirectement grâce à des partenaires organisant des collectes au profit des actions de l'association. Une bonne partie des dons provient également des abandons de frais réalisés par les bénévoles de l'Adie. Par ailleurs, l'Adie reçoit des financements d'entreprises sous forme de « mécénat ».

Conformément au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, l'Adie présente son compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration, soit inclus dans l'annexe des comptes annuels.

7.1 Les emplois

La mission sociale

L'Adie a une mission sociale qui est de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteuses de projets de création ou de développement d'activité économique. Cette mission donne aux porteurs de projets l'accès (ou le retour) à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toutes formes de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

Le coût des missions sociales d'un montant total de 65 439 963 € est notamment valorisé par :

- l'intégralité des charges du réseau de l'Adie pour un montant de 39 285 895 €
- les charges des plateformes d'accueil, de recouvrement, de gestion des prêts, incluant les charges financières pour un montant de 24 395 640 €
- les frais de plaidoyer pour un montant de 309 596 €
- les frais de la direction du développement, du Réseau, et des Opérations pour un montant de 1 198 811 €
- les frais liés aux activités sectorisées (activité internationale, activité micro-assurance) pour un montant de 642 695 €
- les frais de communication clients pour un montant de 1 225 347 €
- une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles, et de la provision pour congés payés.

Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds correspondent aux charges directes du service de collecte, ainsi qu'une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent au total des charges diminuées des frais de mission sociale et des frais de recherche de fonds mentionnés ci-dessus. Ces frais concernent principalement les fonctions du siège.

La répartition des coûts est faite sur la base de la comptabilité analytique. Les charges indirectes sont réparties au prorata du total des charges de chaque rubrique.

7.2 Les ressources

Les ressources collectées auprès du public correspondent à :

- la ligne « Dons » du compte de résultat pour 263 K€. Ce montant provient des sommes suivantes :
 - 156 K€ d'abandon de frais de la part des bénévoles
 - 101 K€ de dons sur IFI
 - 17 K€ issus de Livrets Développement Durable Solidaires
- La ligne « Mécénat » du compte de résultat pour 1 334 K€.

Les concours publics et subventions d'exploitation correspondent aux subventions publiques, soit au total 35 154 K€.

Les autres produits non liés à la générosité du public correspondent essentiellement aux produits financiers sur les prêts.

Les emplois des ressources liées à la générosité du public permettent de financer l'intégralité des frais d'appel à la générosité du public, en dehors de ceux financés sur ressources propres de l'Adie, et de financer les missions sociales, et les frais de recherches d'autres ressources, au prorata du total des charges de chacune de ces catégories et dans le respect de la volonté des donateurs et mécènes qui ont souhaité flécher leurs dons sur des projets spécifiques.

7.3 Les contributions volontaires

L'Association regroupe en moyenne sur l'année 1 153 bénévoles (1 176 bénévoles à fin décembre 2024, contre 1 130 fin décembre 2023) et dispose, dans certaines régions, de locaux à titre gratuit (au nombre de 368, y compris les permanences). Les bénévoles effectuent des missions diverses à l'Adie. Ils sont mobilisés sur l'ensemble des temps forts de la relation client, instruction de demande de crédit incluse. Les bénévoles sont également mobilisés dans les directions du siège où ils viennent en appui, soit via des missions administratives, soit avec une fonction d'expert.

Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit par les bénévoles ont été valorisées à 16,1 M€ pour l'exercice 2024 sur la base des éléments suivants :

- Le nombre de jours moyens d'intervention par bénévole sur une année est de 47,8 (donnée issue de l'enquête bénévoles 2024) ;
- La valeur de chaque journée de travail est établie à 291,78 €.

Le Bureau du 22 janvier 2015 a fixé comme référence pour valoriser le travail des bénévoles le calcul suivant : coût annuel équivalent à 2 fois le SMIC brut complété des charges patronales (à 50%), avec un SMIC de référence pris au 1^{er} janvier de l'année N. Le coût jour est obtenu en divisant le montant obtenu par 218 jours ouvrés.

Les autres contributions en nature sont des mises à disposition de locaux pour un nombre de 368, dont :

- 2 sont valorisées selon les conventions à 3 564 € pour l'année 2024
- 348 ne sont pas valorisés dans les conventions. La valorisation de ces locaux est estimée à 342 812,39 € selon les hypothèses suivantes :
 - Une présence de 2 jours par semaine pour les 349 permanences concernées, et 5 jours par semaine pour les 19 antennes concernées
 - une superficie moyenne de 10m2 pour les permanences
 - la valorisation du m2 pour chaque local est réalisée sur la base du coût moyen du m2 des antennes du département ou de la direction régionale

7.4 Le mécénat de compétence

Pour un certain nombre de prestations, l'Adie a régulièrement recours au mécénat de compétence (ce qui est différent du mécénat d'entreprises privées cité plus haut) : il s'agit pour des entreprises partenaires de l'Adie de mettre à sa disposition des compétences expertes sans contrepartie financière.

Ces prestations en nature correspondent à de la mise à disposition de collaborateurs à temps plein pour des projets nationaux et régionaux pour 718 239 €.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 696 342	1 696 342	1 908 960	1 908 960
1.1 Cotisations sans contrepartie	2 350	2 350	2 270	2 270
1.2 Dons, legs et mécénat	1 693 992	1 693 992	1 906 690	1 906 690
- Dons manuels	263 340	263 340	299 113	299 113
- Legs, donations et assurances-vie	96 171	96 171		
- Mécénat	1 334 481	1 334 481	1 607 577	1 607 577
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	45 494 797		42 863 819	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	4 079 418		4 702 640	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	41 415 379		38 161 179	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	35 153 842		30 952 601	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	2 682 156		1 291 298	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	85 027 137	1 696 342	77 016 678	1 908 960
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	65 439 963	1 362 252	60 383 344	1 665 445
1.1 Réalisées en France	65 439 963	1 362 252	60 383 344	1 665 445
- Actions réalisées par l'organisme	65 439 963	1 362 252	60 383 344	1 665 445
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FOND	662 059	334 090	782 075	243 515
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	327 118	327 118	228 239	228 239
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	334 941	6 972	553 836	15 275
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	15 214 617		13 019 430	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 526 833		2 960 236	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	112 155		138 291	
6 - REPORTS EN FOND				
TOTAL	84 955 627	1 696 342	77 283 376	1 908 960
EXCEDENT OU DEFICIT	71 510		-266 698	

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	17 146 760	17 146 760	15 879 255	15 879 255
Bénévolat et mise à disposition	17 142 312	17 142 312	15 869 565	15 869 565
Prestations en nature	4 448	4 448	9 690	9 690
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	17 146 760	17 146 760	15 879 255	15 879 255
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	16 937 550	16 937 550	15 684 491	15 684 491
1.1 Réalisées en France	16 937 550	16 937 550	15 684 491	15 684 491
1.2 Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	209 210	209 210	194 764	194 764
TOTAL	17 146 760	17 146 760	15 879 255	15 879 255
EXCEDENT OU DEFICIT	0	0	0	0

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	1 362 252	1 665 445	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 696 342	1 908 960
1.1 Réalisées en France	1 362 252	1 665 445	1.1 Cotisations sans contrepartie	2 350	2 270
Actions réalisées par l'organisme	1 362 252	1 665 445	1.2 Dons, legs et mécénats	1 693 992	1 906 690
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			Dons manuels	263 340	299 113
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie	96 171	
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats	1 334 481	1 607 577
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	334 090	243 515			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	327 118	228 239			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	6 972	15 275			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	1 696 342	1 908 960	TOTAL DES RESSOURCES	1 696 342	1 908 960
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 696 342	1 908 960	TOTAL	1 696 342	1 908 960
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	16 937 550	15 684 491	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	17 146 760	15 879 255
Réalisées en France	16 937 550	15 684 491	Bénévolat / mises à disposition	17 142 312	15 869 565
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	4 448	9 690
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	209 210	194 764			
TOTAL	17 146 760	15 879 255	TOTAL	17 146 760	15 879 255

TABLEAUX DE SYNTHÈSE

Les tableaux de synthèse ne font pas partie des documents certifiés par le commissaire aux comptes.

1 Situation de l'actif réalisable et disponible

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE		
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations (titres, obligations)	2 094 252	2 162 588
Prêts	189 441 863	167 258 957
Autres immobilisations financières (cautions sur loyers)	76 349	94 620
Avances et acomptes versés sur commandes (de fournisseurs d'exploitation)		
Autres créances principalement subventions d'exploitation)	45 857 066	48 289 683
<i>Sous total</i>	237 469 530	217 805 848
Valeur mobilières de placement		
Disponibilités	85 906 120	68 260 772
Total	323 375 650	286 066 620

PASSIF EXIGIBLE (1)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) (emprunts bancaires)	133 996 449	109 264 820
Emprunts et dettes financières divers (billets à ordre émis sur l'épargne salariale)	9 963 886	16 481 701
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 363 811	1 687 219
Dettes fiscales et sociales	7 772 517	6 288 385
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (EDEN et primes)	12 191 105	17 147 481
Total	165 287 768	150 869 606

Actif / Passif

195,64%

189,61%

(1) Conceptions retenues :

- Toutes les créances et dettes

- Sans les "charges à payer" et "les produits à recevoir"

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

2. Tableau de financement, première partie : haut de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, PREMIERE PARTIE ("haut de bilan")					
EMPLOIS	31/12/2024 (a)	31/12/2023 (a)	RESSOURCES	31/12/2024 (a)	31/12/2023 (a)
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 565 842	2 221 795
Immobilisations incorporelles	347 446	332 926	Cession ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé:		
Immobilisations corporelles	262 538	474 141	Cession d'immobilisations incorporelles	0	76
Immobilisations financières (1)	184 850 444	193 136 543	Cession d'immobilisations corporelles	12 769	167 759
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Cession ou réduction d'immobilisations financières (4)	150 399 113	155 656 651
Réduction des fonds propres et des garanties (2)	3 728 075	19 633 115	Augmentation des fonds propres et des garanties	3 335 291	2 419 902
Remboursements des dettes financières (3)	130 310 327	116 921 513	Augmentation des dettes financières	172 998 557	203 631 134
TOTAL DES EMPLOIS	319 498 830	330 498 238	TOTAL DES RESSOURCES	328 311 572	364 097 317
Variation du fonds de roulement net global (Ressource nette)	8 812 742	33 599 079	Variation du fonds de roulement net global (Emploi net)		

(1) Achats de titres, des décaissements de prêts et des versements de cautions sur loyers
(2) Fonds sans et avec droit de reprise, des fonds de crédit et des fonds de garantie
(3) Emprunts bancaires et billets à ordre émis sur l'épargne salariale
(4) Ventes de titres, encaissements sur prêts et remboursements de cautions sur loyers
(a) La variation est calculée entre la date indiquée et celle du 31 décembre de l'année précédente.

3. Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, SECONDE PARTIE ("bas de bilan")						
Variation du fonds de roulements net global	31/12/2024			31/12/2023		
	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)
Variation "Exploitation"						
<i>Variations des actifs d'exploitation :</i>						
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation (I) (a)	9 192 102			6 425 084		
<i>Variations des dettes d'exploitation :</i>						
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (II) (b)		19 664 012		3 197 856		
Totaux	9 192 102	19 664 012		9 622 940	0	
A. Variation nette "Exploitation" *			10 471 910			-9 622 940
Variation "Hors Exploitation":						
Variation des autres débiteurs	1 639 304				8 261 937	
Variation des autres créditeurs (c)						
Totaux	1 639 304	0		0	8 261 937	
B. Variation nette "Hors Exploitation" *			-1 639 304			8 261 937
TOTAL A+B :	10 831 406	19 664 012		9 622 940	8 261 937	
Fond de roulement (Besoin si négatif, Dégagement si positif)						
Dégagement net de fonds de roulements de l'exercice			8 832 606			-1 361 003
Variation de trésorerie						
Variations des disponibilités (d)	17 645 348			32 238 075		
Totaux	17 645 348	0		32 238 075	0	
C. Variation nette "Trésorerie" *			-17 645 348			-32 238 075
Variation du Fonds de roulement net global (A+B+C)						
Emploi net			8 812 742			33 599 079
Ressource nette						

* Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(I) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(II) Y compris les produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(a) Il s'agit des créances sur subventions sans les provisions sur prêts douteux pris en charge par les garants.

(b) Il s'agit des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales.

(c) Les dispositifs de primes et avances remboursables EDEN sont repris sur cette ligne.

(d) Y compris les valeurs mobilières de placement.

4. Plan de financement prévisionnel

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			
en K€	2023 réalisé	2024 réalisé	2025 prévisionnel
Emplois			
Investissements nouveaux	193 944	185 460	225 354
dont immobilisations incorporelles	333	347	300
dont immobilisations corporelles	474	263	300
(1) dont immobilisations financières (prêts)	193 022	184 804	224 754
dont autres immobilisations financières (placements)	115	46	0
Besoin en fonds de roulement	1 361	-8 833	6 246
Remboursements d'emprunts	136 554	134 038	159 117
dont remboursements emprunts	101 215	114 410	146 826
(2) dont remboursements épargne salariale	15 706	15 900	8 792
(3) dont utilisations fonds de garanties, fonds de PH, fonds de crédits	19 633	3 728	3 500
Total	331 859	310 665	390 717
Ressources			
(4) Capacité d'autofinancement	2 222	1 566	10
Désinvestissements	155 824	150 411	181 319
dont immobilisations incorporelles	0	0	0
dont immobilisations corporelles	167	13	0
dont immobilisations financières (prêts)	146 502	150 322	181 319
dont autres immobilisations financières (désinvestissement)	9 155	77	0
Ressources extérieurs	206 050	176 333	202 399
dont emprunts activité de microcrédits	182 417	153 099	188 669
dont épargne salariale	21 214	19 900	13 730
dont divers (intérêts courus et comptes débiteurs)			
dont augmentations des fonds de garanties, fonds de PH, fonds de crédits	2 420	3 335	0
Total	364 096	328 310	383 728
Excédent ou Insuffisance de ressources	32 238	17 645	-6 990

- (1) production de prêts d'honneur et de microcrédits
- (2) l'hypothèse d'un renouvellement des BAO d'épargne salariale a été retenue : faible variation entre les emplois et les ressources
- (3) Les pertes et les remboursements diminuent les fonds
- (4) la capacité d'autofinancement est évaluée d'après le résultat prévisionnel